



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

autorisant, sous le régime de l'enregistrement, l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement par le Grand Port maritime de Bordeaux sis Quai Alfred de Vial dans la commune de Bassens

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, son titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n°1510 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Étienne GUYOT préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

VU la demande déposée le 9 décembre 2024, complétée les 7 avril 2025 et 8 août 2025, relative à l'enregistrement d'un entrepôt de stockage de matières combustibles ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public, à savoir du 27 octobre au 24 novembre 2025 inclus ;

VU les certificats d'affichage du 10 octobre au 24 novembre 2025 à Bassens, du 10 octobre au 25 novembre 2025 à Bordeaux et Bordeaux Métropole et du 12 octobre au 24 novembre 2025 à Lormont ;

VU l'absence d'observation du public, et des conseils municipaux des communes de Bassens et Lormont et de Bordeaux Métropole ;

VU l'observation formulée par le conseil municipal de la commune de Bordeaux dans sa délibération du 4 novembre 2025 ;

VU l'avis du SDIS33 en date du 4 août 2025 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 22 décembre 2025, transmis au pétitionnaire pour avis le même jour conformément à l'article R.512-46-17 du Code de l'Environnement ;

VU les observations du pétitionnaire formulées par courriel du 20 janvier 2026, n'impliquant aucune modification de la rédaction du projet d'arrêté ;

VU l'avis favorable rendu par le Conseil département de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, consulté sous la forme d'une consultation numérique du lundi 9 février au jeudi 12 février 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales susvisé, à l'exception des aménagements demandés, et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les aménagements demandés sont assortis de mesures compensatoires suffisantes pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prescrire ces mesures compensatoires ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à répondre aux observations formulées lors de la consultation du public, des collectivités et des services de l'Etat ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Gironde.

A R R Ê T E

TITRE 1. CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1. Portée et bénéficiaire de l'autorisation

Article 1.1.1. Bénéficiaire de l'autorisation

Le Grand Port maritime de Bordeaux, dont le siège social est 152 Quai de Bacalan, 33000 Bordeaux, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à exploiter les installations classées de son établissement sis Quai Alfred de Vial à Bassens dans le respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 1.1.2. Caducité de l'autorisation

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

Article 1.2. Nature des installations autorisées

Article 1.2.1. Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Rubrique ICPE	Nature des activités	Niveau d'activité	Régime de classement
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique [...]. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 900 000 m ³	Volume : 108 580 m ³	E
2160	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 : 1. Silos plats : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	Volume de produit stocké : 5 000 m ³	DC
2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole : Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Dépôt de 4 000 m ³	D

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont implantées dans les parcelles suivantes.

Commune	Parcelles
Bassens	Section 1, AM n°1, 2, 5 et 102

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.3. Conformité au dossier d'enregistrement

Article 1.3.1. Consistance des installations

L'installation autorisée par le présent arrêté est constituée d'un entrepôt de stockage de matières combustibles doté de trois cellules de stockage de 3 000 m² chacune, tel que décrites dans le dossier accompagnant la demande du 9 décembre 2024 complétée susvisée.

Article 1.3.2. Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 9 décembre 2024 complétée susvisée.

L'exploitant porte à la connaissance de l'administration tout projet de modification susceptible de modifier l'évaluation des risques et nuisances de ses installations tels que décrits dans le dossier susvisé.

Le fonctionnement des installations respecte les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables, à l'exception de celles aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté, suivant les dispositions du titre 2.

Article 1.4. Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état conformément à la réglementation en vigueur, pour un usage de type industriel.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS DE FONCTIONNEMENT

Article 2.1. Arrêtés ministériels de prescriptions générales

Les prescriptions suivantes s'appliquent aux installations correspondantes de l'établissement :

- Arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 modifié susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2.2. Aménagement des prescriptions générales

Les prescriptions visées à l'article 2.1 ci-dessus sont aménagées ou complétées conformément aux articles suivants du présent article.

Article 2.2.1. Dispositions constructives

Dans l'article 4 « Dispositions constructives » de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'alinéa 3 :

« L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées. »

ainsi que l'alinéa 12 :

« Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts

à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60. »

ne sont pas applicables à la présente installation.

Article 2.2.2. Détection automatique d'incendie et extinction automatique

L'installation est pourvue d'une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

L'installation est par ailleurs pourvue d'un système d'extinction automatique d'incendie, qui est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de ce système est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que le système est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

L'ensemble du système constitué par la détection d'incendie et l'extinction automatique permettent une détection précoce d'un départ de feu et son extinction dans l'intégralité des zones de stockage.

Article 2.2.3. Aires de mise en station des moyens aériens

Le quatorzième alinéa de l'article 3.3.1. de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

« - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ; »

est remplacée par la prescription suivante :

« - la distance par rapport à chaque façade est supérieure à la hauteur au faîtage de cette façade, conformément au plan annexé au présent arrêté. »

Article 2.2.4. Évacuation du personnel

Le deuxième alinéa de l'article 14. de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

« - En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. »

est remplacée par la prescription suivante :

« L'entrepôt comprend au moins trois dégagements pour piétons pourvus d'un dispositif d'ouverture

anti-panique sur la façade Ouest, et deux autres sur la façade Est. Le nombre et l'emplacement de ces dégagements sont prévus de telle sorte qu'aucun point de l'entrepôt ne se situe à plus de 36 mètres d'une issue vers l'extérieur. Aucune partie de l'entrepôt ne forme un cul-de-sac. »

Article 2.2.5. Produits dangereux

Aucun produit dangereux n'est stocké dans l'entrepôt, à l'exception des quantités minimales de produits nécessaires aux opérations d'entretien et maintenance de l'installation.

Article 2.2.6. Moyens de lutte contre l'incendie

Les prescriptions de l'article 3.3.1. de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017¹³ « moyens de lutte contre l'incendie » sont complétées par les prescriptions suivantes.

La quantité d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie par les secours extérieurs, qui n'inclut pas les ressources nécessaires au fonctionnement de l'extinction automatique interne à l'entrepôt, est de 300 m³ par heure pendant deux heures, soit 600 m³ en tout. Le système d'extinction automatique dispose de ressources en eau dédiées à son fonctionnement.

L'exploitant justifie à l'inspection des installations classées, sous trois mois à compter de la publication du présent arrêté, les moyens dont il dispose pour assurer la disponibilité de ces ressources en eau.

Article 2.2.7. Eaux d'extinction d'incendie et pollutions accidentelles

Les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, sont retenues au sein de l'entrepôt.

La capacité de rétention ainsi créée contient un volume utile minimal de 902 m³. Elle est constituée par des murs ou murets en béton non susceptibles de ruine en cas d'effondrement d'une des façades, et des batardeaux permettant de colmater les ouvertures, dont le déclenchement doit pouvoir se faire manuellement et automatiquement en cas de détection d'incendie.

La capacité de rétention ainsi créée sert également de protection en cas de crue, afin d'empêcher les matières stockées dans l'entrepôt d'être emportées par le courant ou de polluer l'eau du fleuve. Elle a une hauteur efficace minimale de rétention de 50 cm. Elle est conçue pour pouvoir résister à une poussée hydraulique interne et externe correspondant à sa hauteur de rétention.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION ET VOIES DE RECOURS

Article 3.1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la

décision leur a été notifiée.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 3.2. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.512-46-11 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 3.3. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Grand Port maritime de Bordeaux.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Bassens,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le - 6 MARS 2026
Pour le Préfet
le Secrétaire Général

François DRAPE

